

ELISA HERMAN, *LUTTER CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES. FÉMINISME, TRAVAIL SOCIAL, POLITIQUE PUBLIQUE*

Presses universitaires de Rennes - Collection « Le Sens social », Rennes, 2016, 309 pages

Faten Khazaei

La Découverte | « Travail, genre et sociétés »

2017/2 n° 38 | pages 234 à 237

ISSN 1294-6303

ISBN 9782707197511

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2017-2-page-234.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

**Elisa Herman**

***Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique***

Presses universitaires de Rennes – Collection « Le Sens social », Rennes, 2016, 309 pages

L'ouvrage d'Elisa Herman retrace l'histoire de l'institutionnalisation des violences conjugales en tant que problème public en France. Partie intégrante de sa thèse de doctorat en sociologie, cette recherche mobilise et articule de manière habile les outils proposés par divers champs théoriques des sciences sociales, notamment de la sociohistoire, de l'ethnologie et de la sociologie politique. Elle s'adresse aussi bien aux chercheur.e.s qu'aux professionnel.le.s du travail social confronté.e.s aux violences conjugales. Dans son enquête réalisée de 2006 à 2011, Elisa Herman mobilise l'analyse d'archives, l'enquête par entretien et l'observation participante, en occupant divers statuts de salariée, chargée de mission, observatrice ou encore membre de conseil d'administration. Cette variété de méthodes et de positions lui permet de répondre à la question « en quoi consiste la traduction en politique publique d'une activité initiée par des militantes féministes, et comment se font les différents ajustements entre des sphères relativement autonomes ? » (p. 20).

L'ouvrage est structuré en six chapitres. Le premier montre comment un nouvel « intolérable » – les violences envers les femmes dans le couple – est construit et politisé dans « l'espace de la cause des femmes » (p. 19). Dans la première partie du chapitre, l'auteure fait état d'une division du travail militant en trois répertoires d'action : *dénoncer*, faire émerger dans l'espace public une question considérée jusqu'alors comme privée ; *conscientiser* les femmes et les pouvoirs publics ; *héberger* les femmes concernées et leurs enfants. Dans la seconde partie, elle montre comment des mobilisations antérieures et des réseaux d'amitiés préexistants ont facilité la création de structures d'aide et d'hébergement à partir de la deuxième moitié des années 1970. Finalement, elle dresse une chronologie des étapes d'institutionnalisation du soutien aux victimes, dont elle dégage en particulier trois périodes charnières : d'abord par l'obtention de financements publics qui permettent de pérenniser ces centres d'accueil et d'hébergement ; ensuite par la constitution de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) en 1987, qui regroupe les différentes structures féministes existantes ; puis par l'aboutissement d'un cadre législatif réprimant les violences conjugales. Elisa Herman fournit d'ailleurs un schéma récapitulatif de l'ensemble des modifications de la loi en la matière.

Le second chapitre porte sur la « porosité des espaces militant, universitaire et institutionnel » (p. 64). Cette porosité a permis,

d'une part, aux militantes de s'appuyer sur des savoirs développés par des scientifiques féministes principalement états-uniennes, et, d'autre part, de bénéficier d'une dynamique impulsée par le féminisme d'État, pour construire un cadre d'interprétation féministe qui reste influent pour des politiques ultérieures. L'auteure distingue trois temps différents dans la généalogie de cette action publique. Le premier, des années 1974 à 1989, se caractérise par la progressive appropriation de cette cause par les instances étatiques émergentes de défense des droits des femmes. Le deuxième temps concerne les années 1990, où l'on observe un « regain de visibilité » après une période creuse grâce à la Conférence de Pékin. La France, ayant pris conscience de son retard dans le recueil de données statistiques sur le phénomène, avait pris des mesures pour le rattraper. Le troisième temps débute dans les années 2000, avec une implication accrue de l'État dans la lutte contre les violences conjugales, notamment par la mise en place d'une grande enquête nationale et de campagnes d'information montrant l'amplitude du phénomène. Depuis, le thème reste présent à l'ordre du jour du féminisme d'État et des « fémocrates » (p. 92).

Dans le chapitre trois, l'auteure étudie le cas de la création et de l'évolution de deux associations d'accueil et d'hébergement féministes, ainsi que le parcours de leurs fondatrices. Ces associations ont constitué le cœur de l'enquête ethnographique de l'auteure ; elles permettent d'identifier le rôle important que joue le contexte temporel et politique, ainsi que le parcours et les réseaux de socialisation des directrices dans la forme que prennent ces structures. Ces dernières se caractérisent par des trajectoires différentes. La première, créée en 1983, abandonne un fonctionnement basé sur le militantisme et passe à un professionnalisme de façon « à rendre des comptes et à adopter un fonctionnement compréhensible pour l'administration » (p. 118) qui la finance désormais. À l'inverse, les militantes qui ont fondé la seconde en 1992 abordent d'emblée les standards du travail social en engageant des professionnelles qu'elles vont former au cadre interprétatif féministe afin de ne pas perdre l'esprit du militantisme. Avec ces deux exemples, l'auteure illustre comment, et par quels types de processus, l'institutionnalisation de cette cause entraîne une professionnalisation dans l'espace de travail social des associations féministes.

Le chapitre quatre examine les tenants et aboutissants de la formation d'un nouveau groupe professionnel militant, « une figure de la travailleuse militante à la lisière entre deux registres [militant et professionnel] » (p. 168). L'auteure met en évidence la manière dont, par le biais de formations internes au réseau féministe, ces associations harmonisent les connaissances et pratiques d'employées aux profils très variés et forme ainsi un ensemble de professionnelles identifiées par leur expertise spécifique sur le sujet. En se basant sur les différents motifs qu'ont les salariées d'entrer dans ce champ, l'auteure dégage trois figures de « carrière d'engagement » (qui désigne à la fois le militantisme et la profession) : la figure de la salariée, de jeunes « non-féministes » ; la travailleuse engagée, qui

fait de son engagement sa profession ; et la figure de la militante, qui concerne les fondatrices devenues salariées, marquées par un projet militant et radical fondé sur le féminisme.

Les enjeux de cette professionnalisation pour les associations, ainsi que ses effets sur la mise en place d'un « travail social féministe » – l'un des points forts du livre –, sont étudiés en cinquième chapitre. Par le biais d'exemples, l'auteure montre en quoi le travail de ces professionnelles puise tant dans les références du cadre d'interprétation féministe que dans les références du travail social. Cela amène l'auteure à qualifier leur travail de « travail social féministe », que les professionnelles de ces associations sont les seules à pouvoir fournir. Grâce à cette spécialité, elles peuvent alors diffuser des normes militantes dans d'autres espaces professionnels, en investissant dans le registre de la démocratie participative ou par leur travail de conscientisation. Toutefois, l'intégration au service public entrepreneurial les met face à un paradoxe, en tant qu'elles sont contraintes de se soumettre à des normes de performances et de rentabilités liées à la nouvelle gestion publique.

Ce paradoxe est l'objet du dernier chapitre qui revient sur le contexte actuel et l'impact du cadre du nouveau management public et de sa rationalité économique sur la mise en œuvre de la politique publique de lutte contre les violences conjugales. L'auteure apporte une analyse fine en démontrant comment les notions de « l'insertion » et de « l'autonomie » entrent dans ces politiques publiques et deviennent centrales au point de faire basculer une politique d'aide en une politique d'insertion (p. 262). Cette logique d'autonomie devient d'autant plus facilement incontournable dans le travail social féministe qu'elle entre en résonance avec la notion d'émancipation défendue par le féminisme et la rend donc légitime aux yeux de certaines travailleuses sociales féministes. Ainsi, l'autonomie administrative, psychique (vis-à-vis de l'emprise du conjoint) et principalement financière, des femmes victimes devient prioritaire. Néanmoins, cela produit un effet pervers qui va à l'encontre des objectifs initiaux de ces politiques de lutte contre les violences conjugales. En effet, bien que les inégalités sociales entre les sexes soient identifiées politiquement comme étant à l'origine des violences envers les femmes, l'impératif de pousser ces femmes vers l'autonomie financière aussi rapidement que possible tend à les insérer dans les secteurs les plus précarisés et féminins du marché du travail. Ainsi, « les politiques du genre » pour la lutte contre les violences conjugales ne visent plus explicitement les inégalités sociales dans le travail et la vie publique, mais elles tendent à les reconduire par une soumission aux impératifs de la nouvelle gestion publique.

Sur le plan formel, le style d'écriture clair et les illustrations empiriques bien choisies rendent la lecture de ce livre très agréable. Il est tout à fait propre à une utilisation pédagogique grâce à la mobilisation d'une boîte à outils méthodologique et théorique très diverse, tout en restituant un ensemble bien structuré et cohérent. Toutefois, le corpus d'entretiens constitue la source de données la

plus utilisée dans l'ouvrage et on regrettera que l'auteure ne s'appuie pas davantage sur des matériaux de terrain ethnographiques, étant donné la richesse de ceux-ci. En ce qui concerne la contribution théorique de l'ouvrage, Elisa Herman y annonce l'ambition de combler une lacune de la sociologie française sur l'expérience d'institutionnalisation des activités féministes et celle de diversifier les exemples de construction de politiques publiques qui concernent les relations de genre. Elle considère que les politiques du genre constituent un cas exemplaire, car elles permettent « d'étudier les formes renouvelées de relations entre mouvements sociaux et construction de politiques publiques » (p. 111). La lecture de son livre ne fait que confirmer cet apport, qui ne contribue pas seulement à la sociologie des mouvements sociaux ou des institutions/organisations, mais participe aussi à rendre compte d'une partie de l'héritage des luttes féministes et à le valoriser, en montrant comment elles sont parvenues à imposer la question des violences faites aux femmes, en général et dans le couple en particulier, comme un véritable problème public ; mais ce faisant, elles ont dû s'adapter aux normes qui régissent les politiques publiques et le travail social.

*Faten Khazaei*

**Maison d'analyses des processus sociaux,  
Université de Neuchâtel**